

Communiqué de Presse
ADDIP-coordination pyrénéenne,
Chambres d'Agriculture,
FDSEA, JA.

A propos du bilan du plan ours et de l'installation du « groupe ours » : une manipulation déjouée

Que tente de faire croire le ministère de l'écologie le jeudi 26 juin à la préfecture de région de Toulouse en réunissant un « Groupe National Ours » ?

Qu'**une concertation** entre les services de l'Etat, les favorables et les opposants que nous sommes, a bien lieu. Après douze ans d'affrontements incessants, mettre tout ce monde autour de la table serait une réussite pour ce ministère.

Faire **cautionner** par l'ensemble des partenaires la politique de gestion de la population ursine existante sur le massif et des futures importations réclamées à cor et à cri par les associations environnementalistes serait également un exploit pour ce ministère.

Que pouvons-nous en dire aujourd'hui ? Et sur la forme et sur le fond.

Sur la forme : **un déni de démocratie** où les grands absents ou minoritaires sont les représentants élus des chambres consulaires d'agriculture, les élus politiques des territoires de montagne concernés et les associations qui résistent aux projets d'ensauvagement des Pyrénées. L'Etat bafoue leur représentativité, comme il l'a toujours fait dans ce dossier, passant outre :

- le **NON exprimé par le Comité de Massif**, à deux reprises,
- les **NON exprimés par les Conseils Généraux de l'Ariège et des Hautes-Pyrénées**,
- les **refus exprimés par les Chambres consulaires d'Agriculture** à maintes reprises,
- les **délibérations défavorables prises par les conseils municipaux** sur l'ensemble du massif,
- le **recours en Conseil d'Etat** déposé par les diverses entités pyrénéennes : syndicats de la profession agricole, communes, commissions syndicales, conseil général, associations...
- toutes les motions, les pétitions, les manifestations qui ont rassemblé toutes les composantes de la société pyrénéenne.

Nous avons, à plusieurs reprises, dénoncé la rouerie de l'Etat par rapport à des engagements non tenus dont le dernier en date concerne le Plan de Soutien à l'Economie Montagnarde (PSEM). Malgré les engagements écrits du ministère de l'Agriculture précisant que les crédits alloués seraient distincts des crédits « ours », nous voyons au bout de deux ans d'attente, revenir en force dans ce Plan les conditionnalités liées à l'acceptation de l'ours et plus généralement aux grands prédateurs carnivores.

Sur le fond : **la non acceptation sociale** de la part des pyrénéens trouve sa légitimité dans notre refus de voir les Pyrénées devenir **un grand zoo** où des éleveurs sporadiques seront considérés comme des indiens, où le dynamisme économique, les activités de tourisme et de loisirs seront régentées par le diktat de l'écologie extrémiste qui orchestre, par le levier de l'ours « *le contrôle de la totalité du paysage* » pour les grands carnivores, comme le démontre notre bilan du plan ours.

Les habitants des territoires pyrénéens doivent eux-mêmes choisir les orientations qu'ils veulent prendre pour l'avenir.

C'est pourquoi nous proposons **notre propre bilan** qui déjoue les incohérences voire les mensonges qui n'ont pas cessé de s'épanouir durant ces douze années, depuis les premières introductions d'ours slovènes en 1996.

Face à l'implantation des grands carnivores (ours et loup), il s'agit de défendre avec ténacité, résistance, conviction, les thèmes de la biodiversité et du développement durable que nos détracteurs utilisent pour mieux les dévoyer de leur sens.

En terme de biodiversité : ce sont les usages pastoraux actuels adaptés, identifiés, reconnus qui sont créateurs d'une richesse remarquable de flore et petite faune. Les sites Natura 2000 sont tous des hauts lieux du pastoralisme pyrénéen, et ce n'est pas le hasard.

En terme de Développement Durable : les systèmes agro-pastoraux pyrénéens ont de tout temps intégré cette notion car ils se sont maintenus dans le respect du milieu sur lequel ils agissent et par lequel ils produisent. C'est un fait culturel majeur dans les Pyrénées.

C'est le chapitre-clé de notre bilan du plan ours : « **pour une biodiversité à visage humain** » Nous y montrons comment la fixation sur les espèces emblématiques va à l'encontre des problèmes de fond de l'écologie, une question sérieuse que l'Etat oriente dans les Pyrénées sur des voies contraires à celles préconisées au niveau mondial pour l'avenir de notre planète.

Extrait du discours de Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, des Transports et du Développement Durable lors de la présentation au Sénat du Grenelle de l'Environnement.
Octobre 2007.

« .../... Au fond, il nous convient de démontrer qu'une économie durable - qui ne prélève pas plus que ce que permet l'écosystème - est possible. Nulle part ceci n'a été jusqu'à présent démontré. La France, magnifique pays au climat tempéré, peut le faire ».

Le ministre semble l'ignorer, cela existe en France, et ici, dans les Pyrénées :

Produire pour nourrir, sainement, proprement.

Le pastoralisme pyrénéen c'est exactement cela : une production dans le respect du milieu, des animaux et des hommes. Des produits de haute qualité gustative et environnementale, un malus écologique nul, de nombreuses garanties pour le consommateur AOC, IGP, labels de qualité ... des emplois, des externalités positives qui fondent un tourisme dynamique... Et au bout du compte, un développement durable des territoires qui réussit parce que toutes ses composantes y sont associées : population locale, élus, éleveurs, artisans, acteurs du tourisme et autres professions.

Dans ce contexte nouveau et conscientisé, l'importation et l'expansion de Grands Carnivores (ours et loups) avec l'annonce irréductible de l'ensauvagement du massif pyrénéen, apparaissent hors propos et même indécentes. Elles portent autant de drames que d'exclusion, d'abandon des territoires, de recul social, économique et environnemental : **une récession durable**.

L'Europe et la France, ne peuvent plus se tromper d'enjeux, et doivent cesser ces opérations dispendieuses, plusieurs millions d'euros par an, qui servent les intérêts de quelques uns avec les deniers de tous. Un tel comportement dessert et terni l'Ecologie, la vraie, celle qui fait que les hommes peuvent emprunter à leurs enfants la terre de leurs ancêtres, puis la leur rendre aussi belle et saine qu'ils la leur avaient confiée.

Contact : Marie-Lise Broueilh : 06 30 36 97 52